

Accord interprofessionnel régional
SALARIÉS DU SECTEUR PRIVÉ
(Corse)

AVENANT N° 1 *BIS* DU 11 JUIN 2013
RELATIF À L'APPLICATION DE L'INDEMNITÉ DE TRAJET
NOR : ASET1350892M

PRÉAMBULE

Dans le cadre du dialogue social régional, les organisations patronales et syndicales se sont réunies et ont acté de leur volonté commune de renouveler l'accord d'indemnité de transport régional corse (ITRC) signé le 30 juillet 2009 pour une période de 3 ans. Afin d'éviter toutes difficultés d'application et d'éventuelles interruptions au détriment des salariés, il a été convenu de renouveler, avant le 31 juillet 2012, en l'état, l'accord initial.

Un avenant n° 1 a été signé le 26 juillet 2012 renouvelant les dispositions à l'accord interprofessionnel régional corse relatif à l'application de l'indemnité de trajet, pour une durée indéterminée.

L'avenant n° 1 a été conclu entre les organisations syndicales CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, FO, STC et UNSA et les organisations patronales CNPL, MEDEF et UPA 2B.

Article 1^{er}

Durée de l'accord

Annule et remplace l'article 1^{er} de l'avenant n° 1 du 26 juillet 2012.

Le présent avenant prévoit le renouvellement des dispositions de l'accord interprofessionnel régional corse relatif à l'application de l'indemnité de trajet signé le 30 juillet 2009 pour une durée de 3 ans et ce, sans interruption avec l'accord susmentionné, à compter du 11 juin 2013.

Article 2

Comité de suivi

Annule et remplace l'article 8 de l'accord du 30 juillet 2009.

Les représentants des signataires seront invités pour une réunion de suivi de l'accord par la DIRECCTE, chaque année dans les 3 mois précédant la date anniversaire afin de suivre l'application du présent accord.

Article 3

Demande d'extension

Annule et remplace l'article 9 de l'accord du 30 juillet 2009.

Conformément aux dispositions des articles L. 2261-15 et suivants du code du travail, les parties conviennent de demander l'extension du présent accord. La procédure sera engagée par l'organisation signataire la plus diligente.

Article 4

Dépôt de l'accord

Annule et remplace l'article 10 de l'accord du 30 juillet 2009.

Le présent accord est établi en autant d'exemplaires originaux que de parties signataires plus les exemplaires prévus à l'article D. 2231-2 du code du travail (deux exemplaires sur support papier et un exemplaire sur support numérique pour la direction générale du travail et deux exemplaires pour chaque conseil des prud'hommes de Corse-du-Sud et de Haute-Corse).

Article 5

Divers

L'ensemble des autres articles de l'accord initial du 30 juillet 2009 reste inchangé.

Fait à Ajaccio, le 11 juin 2013.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

MEDEF Corse ;
CGPME Corse ;
UPA 2B ;
CNPL.

Syndicats de salariés :

CFDT ;
CFTC ;
CFE-CGC ;
CGT ;
FO ;
STC ;
UNSA.